

L'avenir vu par... Jeremy Rifkin

« L'Europe pourrait forger un nouveau modèle de mondialisation »

Le scénario des vingt années à venir – montée en puissance de la Chine et pétrole cher – n'est-il pas déjà écrit ?

Jeremy Rifkin : La question n'est pas de savoir si la Chine sera une superpuissance. Le plus grave problème des vingt ans qui viennent, c'est la fin d'une ère énergétique fondée sur le pétrole et induisant un réchauffement de la planète. Selon les spécialistes de l'AIE, le tarissement des ressources pétrolières pourrait intervenir dès 2027. De fait, et depuis vingt ans déjà, nous consommons trois barils de brut pour chaque baril découvert. Nous sommes donc à un moment charnière, même si je ne suis pas sûr que la majorité des gens l'ait intégré.

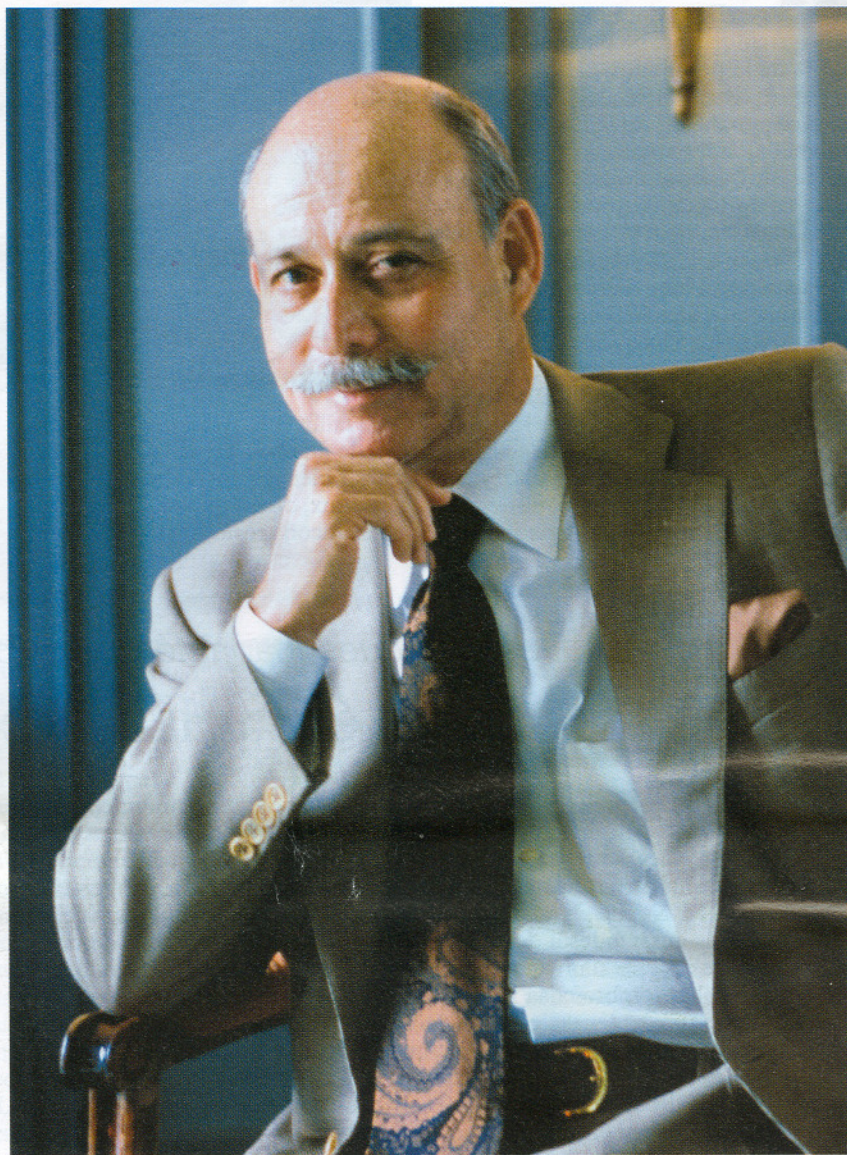
Puisque notre économie repose sur l'or noir, à quoi ressemblera notre avenir ?

Comme les prix du brut ne peuvent que continuer à grimper, nous pourrions devoir faire face non pas à un ralentissement économique global – qui se dessine –, mais à une récession voire à une dépression. Et ce ne sera pas sur un an ou deux, mais sur le long terme. Déjà, certains pays sont dans une situation désespérée. Ils ne peuvent plus payer leur facture pétrolière ni leur développement.

Que proposez-vous ?

En premier lieu, pour gagner du temps, la mise en œuvre d'un plan drastique d'économies d'énergie, accompagné de mesures fiscales visant à taxer les activités polluantes. Puis l'utilisation de ces fonds pour la mise en place d'un programme d'énergie renouvelable et de stockage fondé sur les piles à

Jeremy Rifkin est président de la Fondation sur les tendances économiques, à Washington.



hydrogène. Tout cela est possible et les Européens sont en avance sur les États-Unis dans ce domaine. Au-delà de la crise énergétique qui se profile, deux autres corollaires de l'utilisation de l'énergie fossile sont très inquiétants : le réchauffement de la planète et la situation au Moyen-Orient. Je pense que l'Europe peut jouer un rôle important dans une nouvelle donne internationale.

Y compris au Moyen-Orient ?

Oui, le Moyen-Orient pourrait s'en sortir grâce à l'Europe. Plus que les États-Unis, l'Europe a une longue tradition de relations commerciales et culturelles avec la région. Mais surtout, pour peu qu'elle parvienne à régler ses problèmes de croissance faible, d'immigration et de vieillissement et à mettre en place un espace transnational incluant la Turquie et l'Ukraine, l'Europe devrait s'associer en partenariat avec la Russie – trop grande pour faire partie de l'Union et empêtrée dans son problème de monoressource pétrolière –, ainsi qu'avec le Moyen-Orient et l'Afrique. Si elle réussit – ce qui suppose de retrouver confiance en elle –, l'Europe pourrait forger un modèle de mondialisation beaucoup plus intéressant, car inclusif et diversifié, que celui qui nous est proposé actuellement.

Tout cela ne sauve pas la planète...

Tout est en place pour que cela soit possible, sous la forme d'une troisième révolution industrielle. Les révolutions industrielles reposent toujours sur un changement de régime énergétique as-

“ *Sur un plan global, au rythme où vont les destructions d'emplois à travers le monde, la notion de salariat industriel de masse sera bientôt caduque.* ”

socié à un changement de mode de communication (par exemple le pétrole avec l'électricité et le télégraphe). Or, si nous décidons d'opter pour une nouvelle ère énergétique fondée sur l'hydrogène, l'infrastructure informatique pour échanger cet hydrogène stocké localement sous forme de pile, est déjà en place : c'est le Web. Nous parlons, dans ces conditions, de vingt à vingt-cinq ans pour construire l'infrastructure en matière de génération et de stockage de l'hydrogène, et d'environ soixante-quinze ans de bénéfiques, y compris pour l'emploi.

Mais vous avez écrit un livre sur « la fin du travail »...

Vous savez pourquoi, au-delà d'un possible sursaut moral, nous avons abandonné l'esclavage ? Parce qu'il coûtait moins cher de mettre du charbon dans une machine pour la faire travailler que de nourrir un esclave. Ce qui me frappe aussi, ce sont les gens qui critiquent les délocalisations en Chine. Même s'ils en bénéficient, les Chinois ont éliminé sur les sept dernières années 15 % des emplois dans les usines. Avant de conquérir le monde, la Chine doit résoudre des

problèmes aigus, comme la différence de revenus entre ville et campagne. Sur un plan global, au rythme où vont les destructions d'emplois à travers le monde, la notion de salariat industriel de masse sera bientôt caduque.

Que fera alors la population ? Et qui va payer pour quoi ?

Il faut laisser les machines faire le travail. Actuellement, 75 % des tâches sont répétitives et sans intérêt. Or, l'humain est avant tout un être sensible. Ce qui veut dire que l'avenir des emplois est dans un secteur que l'on pourrait appeler la société civile. Les services, certes, mais aussi l'art, la culture, la vie associative. Il s'agit de créer un nouveau capital, social, cette fois-ci.

Certes, mais comment financer tout cela ? Actuellement, le secteur non gouvernemental ou associatif est tributaire de la charité...

Effectivement. Pour entrer dans cette nouvelle ère, il faudra faire évoluer le système éducatif, pour que les enfants aient aussi une expérience sur le terrain social, et faire évoluer la politique monétaire et fiscale. En taxant ce que j'ai appelé les activités négatives, on peut envisager que les fonds récoltés servent en partie à stimuler la société civile. On peut penser aussi à des crédits d'impôts, des monnaies parallèles : il y a des dizaines de solutions pour distribuer de l'argent à ce secteur.

Propos recueillis par

LYSIANE J. BAUDU ET DANIEL VIGNERON